

Projet officiel de nettoyage ethnique en Ukraine

par Andrew Korybko

Alors que le nouveau président ukrainien, Petro Porochenko, vient de signer un accord avec les responsables de la République du Donbass, Andrew Korybko revient sur les raisons du soulèvement : il ne s'agit pas uniquement du refus de reconnaître les autorités putschistes de Kiev, mais bien d'une tentative de prévenir le projet officiel de nettoyage ethnique des populations russophones.

RÉSEAU VOLTAIRE | 24 JUIN 2014

ENGLISH ESPAÑOL



Durant la Première Guerre mondiale, l'empereur d'Autriche-Hongrie fit interner plus de 20 000 Ruthènes et Lemkos, principalement des intellectuels, à Telerhof. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'un camp de concentration, mais plutôt d'un terrain vague où les prisonniers dormaient à même le sol quelque soient les intempéries.

Cent ans après l'internement dans des camps de concentration des populations russophones (les Ruthènes) alors établies à l'intérieur des frontières de l'Ukraine d'aujourd'hui, l'histoire semble sur le point de se répéter.

Le ministre de la Défense de l'Ukraine, Mikhaïl Koval, a fait publiquement état de son projet de parquer les résidents du Donbass dans des camps de « filtration » pour les réinstaller de force dans d'autres régions de l'Ukraine.

Quelques jours plus tard, le Premier ministre Arseni Iatseniouk a traité de « sous-hommes » les défenseurs du fédéralisme des régions orientales de l'Ukraine.



Source : Embassy of Ukraine in the United States, 15 juin 2014.

Les patrons états-uniens du régime de Kiev ne se sont pas seulement abstenus de condamner les propos scandaleux de Iatseniouk, ils ont pris ouvertement sa défense en déclarant, par la voix de la porte-parole du département d'État Jen Psaki, au mépris de la vérité, « qu'il n'avait pas cessé de préconiser la recherche d'une solution pacifique [1] ». L'Agence foncière de l'État ukrainien a laissé filtrer des propos encore plus inquiétants, donnant à penser qu'un nettoyage ethnique en règle allait suivre. Il a été annoncé que des terres allaient être allouées gratuitement aux troupes des Services spéciaux, du ministère de l'Intérieur et de l'Armée qui combattent les fédéralistes [2]. L'Ukraine étant au seuil d'un nettoyage ethnique de grande ampleur, il ne faut pas être grand clerc pour deviner aux dépens de qui sera organisé cet octroi de « terres gratuites », évocateur du besoin d'« espace vital »

(*Lebensraum*) revendiqué par d'autres en d'autres temps.



**Au moins un millier de prisonniers
sont morts durant leur internement
à Telerhof.**

C'est en 1914 que, pour la première fois, des populations stigmatisées pour leur russophilie ont été expédiées dans des camps de concentration. Les Autrichiens ont emprisonné les Ruthènes et les Lemkos (un sous-groupe ethnique étroitement apparenté aux Ruthènes, ou Russyns) au prétexte que leur obstination à revendiquer leur identité spécifique avait des relents de trahison. De la même façon, parce qu'elles refusent de renoncer à leur identité, les populations du Donbass sont aujourd'hui accusées de trahison, notamment par Mikhaïl Koval, le ministre de la Défense de l'Ukraine. Ce dernier a été promu dans ses fonctions actuelles suite au limogeage de son prédécesseur [3], remercié pour n'avoir pu empêcher la réunification de la Crimée à la Fédération de Russie. Les déclarations d'intention extrêmement radicales du ministre Koval témoignent du bien-fondé des préoccupations que la Russie avait exprimées dès le mois de mars, avant la réunification, en soulignant le risque du déclenchement d'une crise humanitaire, et en exposant les preuves de ce danger imminent dans un *Livre Blanc des Violations des Droits de l'Homme en Ukraine* [4]. Chacun sait maintenant, après la révélation au grand jour de l'épilogue que le ministre de la Défense ukrainien compte apporter à la crise, que si la Crimée n'avait pas pris en mains la défense de ses droits et demandé son rattachement à la Russie, ses habitants se seraient vraisemblablement déjà vus parqués dans des « camps de filtration » à l'image de ceux dont la mise en place est maintenant programmée, puis déportés loin de la

terre qui les a vus naître, à condition d'avoir survécu à l'épreuve de l'incarcération.

Le sort que réserve Korval aux résidents du Donbass contrevient gravement aux dispositions de la loi internationale, et constitue un crime contre l'humanité. La déportation forcée et le déplacement des populations, leur mise en détention au seul motif de leur lieu de résidence, ainsi que les mesures discriminatoires à l'encontre d'un groupe ethnique et culturel sont formellement proscrites au titre de l'article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). Pour latseniouk et ses acolytes de l'Administration de Kiev, les habitants des régions orientales de l'Ukraine qui contestent leur politique ne sont que des « sous-hommes ». Voilà pourquoi ils semblent estimer que les Droits de l'homme ne s'appliquent pas à eux. En conséquence, ces « sous-hommes » ne se verront pas non plus reconnaître le moindre droit sur les propriétés dont ils seront dépossédés après les relocalisations forcées qui vont leur être imposées. Ce sont donc leurs maisons, leurs terres et leurs entreprises qui vont constituer le tribut (« les terres gratuites ») que la junte de Kiev a promis d'accorder à ses janissaires déployés dans les provinces de l'Est.



Selon le gouvernement russe, plusieurs centaines de milliers d'Ukrainiens se sont réfugiés en Russie depuis le début de la crise. Ils y sont hébergés par leurs familles et leurs amis. Cependant, les autorités occidentales réfutent ce chiffre au motif qu'ils ne sont pas rassemblés dans des camps de réfugiés.

Les dirigeants occidentaux ignorent superbement ces violations

flagrantes des Droits de l'homme. Ils sont pourtant toujours les premiers à dénoncer précipitamment toute violation supposée de ces droits, et à menacer d'une intervention militaire les contrevenants qu'ils ont eux mêmes désignés. On voit bien, à présent, que la rhétorique du « droit d'intervention humanitaire » et les slogans qui l'accompagnent n'ont jamais été autre chose que des simulacres au service d'ambitions géopolitiques au long cours, savamment dissimulées.

En réalité, à l'opposé du rôle pacificateur que s'attribuent les pays occidentaux, et tout particulièrement les États-Unis, en revendiquant un droit d'intervention humanitaire pour protéger les populations, ils apportent un soutien criminel au régime de Kiev qui s'apprête à mettre en œuvre le nettoyage ethnique de l'Ukraine. Depuis le coup d'État de février, les conseillers militaires sont arrivés en nombre, les dollars ont coulé à flot, et le FBI et la CIA n'ont pas lésiné sur l'aide apportée au nouveau régime ukrainien. Tous ces moyens vont inmanquablement être utilisés par la junte pour liquider par la force les mouvements de protestation qui se poursuivent dans la partie orientale du pays, et pour écraser les fédéralistes ukrainiens. Ainsi, les États-Unis se rendent directement complices de tous les crimes de guerre que commettent les forces conventionnelles [5] et les mercenaires [6] à la solde du gouvernement de Kiev, sans la moindre exception. Cette responsabilité vaut également pour le plan de nettoyage ethnique et culturel que s'apprête à mettre en œuvre le ministre de la Défense ukrainien Mikhaïl Koval.

Les six millions d'habitants du Donbass sont aujourd'hui confrontés à un désastre humanitaire de même nature que celui infligé à leurs aînés, il y a soixante-dix ans. Beaucoup ont cru, à tort, que les forces criminelles coupables de telles horreurs avaient été terrassées et éliminées une fois pour toutes du continent européen, et que ces temps barbares, que la junte de Kiev ressuscite avec la complicité et le soutien de ses amis occidentaux, étaient à jamais révolus.

Andrew Korybko

Source
Oriental Review

[1] « [Daily Press Briefing](#) », State Department, 16 juin 2014.

[2] « [Ukraine's Land Agency give land to soldiers in the east for free](#) », Interfax Ukraine, 16 juin 2014.

[3] « [Ukraine fires defense minister who lost Crimea to Russia](#) », par Kathy Lally, The Washington Post, 25 mars 2014.

[4] « [Le Livre blanc sur les violations des Droits de l'homme en Ukraine](#) », Réseau Voltaire, 5 mai 2014.

[5] « [Russia's investigators pledge to prosecute those guilty in civilians' deaths in Ukraine](#) », Itar-Tass, 30 mai 2014.

[6] « [Kiev envoie des mercenaires étrangers pour écraser l'insurrection dans le Sud-Est](#) », par Natalia Kovalenko, La Voix de la Russie, 6 juin 2014.

Source : « [Projet officiel de nettoyage ethnique en Ukraine](#) », par Andrew Korybko, Traduction Gérard Jeannesson, Oriental Review, *Réseau Voltaire*, 24 juin 2014, www.voltairenet.org/article184429.html